

# P

## ermanences et changements dans les systèmes d'activités ruraux

Une description simplifiée de l'organisation de la société au Guidimakha, au Fuuta Tooro, dans l'émirat du Brakna et dans les Hodh fait apparaître trois groupes principaux (cf. deuxième partie), au rang desquels le groupe servile apparaît souvent majoritaire au plan démographique. Jusque dans les années 1960, les esclaves ont largement fondé la base économique de cet espace et des Systèmes d'Activités Ruraux (SAR) le composant ; la production de surplus céréaliers, gage d'une indépendance économique et politique, dépendait certes des conditions climatiques et du type de terres cultivées mais avant tout de la disponibilité en esclaves. Pollet et Winter (1968) résument la situation qui prévalait au début du 20<sup>ème</sup> siècle dans le *jaahounou* : « (...) le propriétaire [de l'esclave] amortissait son prix en trois ans à peu près. La production annuelle moyenne de l'individu (300 mouds) diminuée de sa consommation (120 mouds plus la valeur de 80 mouds en divers autres frais de subsistance) représente le tiers du prix d'achat d'un esclave (une barre de sel soit 300 mouds). Ce que l'homme libre retirait du profit était affecté en partie à des biens alimentaires, en partie à des biens de prestige (chevaux, bijoux). Le mil [sorgho] produit par l'esclave et non converti en d'autres biens réalisait à la fois ces deux fonctions : il est la nourriture par excellence et rien ne confère plus au chef de famille le droit d'être appelé

*un homme riche qu'un grenier rempli du mil de plusieurs récoltes. De même le gros bétail acheté au moyen de surplus jouait ces deux rôles. »*

**L'émancipation, progressive et différenciée selon les régions, de la classe servile apparaît comme un fait majeur de l'évolution des SAR sur le 20<sup>ème</sup> siècle.** Ce processus, lié bien sûr au désir des groupes serviles de voir leur condition évoluer, trouve aussi son origine dans l'action de l'Etat colonial et indépendant (abolitions officielles de l'esclavage, loi foncière de 1983), dans les épisodes climatiques extrêmes (1940-43, 1968-1985) et dans les crises économiques (années 1930, 1980-1990) qui ont appauvri les classes nobles et fragilisé les relations maîtres-esclaves.

L'émancipation apparaît comme la plus aboutie pour les esclaves issus des tribus nomades composant l'Emirat du Brakna qui ont fui leur maître tout au long du 20<sup>ème</sup> siècle pour s'installer dans les villes en constitution, en particulier à Nouakchott, ou dans le sud rural ; plusieurs dizaines de localités se sont ainsi créées dans les années 1970-80 (cf. deuxième partie). On a vu cependant que l'installation de ces « émigrés » s'est souvent effectuée à la marge des terres fertiles (*walo*,...) et de façon précaire, moyennant des contreparties matérielles significatives : dans le sud Guidimakha, ces villages fournissent



*Tourteau d'arachide et rakal*

toujours largement la main-d'œuvre pour les villages les plus anciens. En 2010, les producteurs vivant dans ces villages disposent de droits précaires et peuvent difficilement investir dans les améliorations foncières qui leur seraient nécessaires pour améliorer la fertilité du sol. Seules les expulsions conduites en 1989 ont permis à certains d'entre eux d'accéder aux terres de *walo*, notamment dans le sud Gorgol, toutefois dans la plus parfaite illégalité et quelquefois au prix de vies humaines. Dans les plus anciens villages de la vallée, la situation apparaît quelque peu différente. En premier lieu, la promotion du métayage (*rempecen*) par l'administration coloniale française couplée à la forte et précoce émigration